

Bilan d'action

Marquage, suivi et évaluation du budget en Indonésie

Pays : Indonésie**Thèmes :** Suivi financier**Sous-thèmes :** Processus budgétaires au niveau national**Date :** Janvier 2023

Résumé



Le marquage, le suivi et l'évaluation du budget consacré à la nutrition peuvent être efficacement intégrés aux réformes plus générales de la gestion des finances publiques, et permettre une meilleure planification et une meilleure affectation des dépenses budgétaires dans tous les secteurs. En outre, l'amélioration de l'exécution et de la responsabilité du budget alloué à la nutrition permet d'augmenter les investissements et d'accélérer la réalisation des objectifs nationaux en matière de nutrition.



Période couverte

La période d'intervention couvrait les cycles budgétaires 2019 à 2022. Toutefois, certaines conditions préalables ont été remplies avant 2019, notamment l'élaboration et le chiffrage du plan national de nutrition et la mise en place de systèmes de gestion de l'information financière.



Objectifs du bilan d'action

Cette note d'action décrit les mesures efficaces adoptées en Indonésie afin d'améliorer les processus budgétaires en matière de nutrition.





Qu'est-ce qui a été fait ?

En 2018, l'Indonésie a lancé une stratégie nationale de nutrition visant à réduire les retards de croissance. Cette stratégie a permis de prioriser et de chiffrer 21 interventions spécifiques à la nutrition et 12 interventions contribuant à la nutrition. Les rôles et les responsabilités de mise en œuvre de ces interventions ont été réparties entre les ministères de tutelle et les organismes concernés, depuis le gouvernement central jusqu'aux autorités provinciales et de district. Chaque niveau de mise en œuvre a identifié des données de référence, des indicateurs clés de performance et des objectifs fondés sur les ressources budgétaires disponibles à l'échelle nationale et infranationale. Les processus suivants ont été mis en place :

- Le Ministère de la planification du développement national (Bappenas) et le Ministère des finances ont élaboré des lignes directrices communes de mise en œuvre technique pour le marquage, le suivi, le contrôle et l'évaluation du budget afin d'aligner et de synchroniser les activités qui étaient auparavant réalisées selon des calendriers et des normes opérationnelles différentes.
- Le Bappenas et le Ministère des finances ont recensé et synthétisé les activités et les programmes des lignes budgétaires de l'État qui seraient marquées comme dépenses associées au programme de réduction du retard de croissance. Le marquage de ces lignes budgétaires a permis de produire un rapport annuel

d'examen des dépenses et des performances de ces activités. Ce rapport a été soumis au Parlement et a éclairé les allocations budgétaires fondées sur la performance pour l'année suivante.

- Le Bappenas et le Ministère des finances ont recensé et synthétisé chaque année les activités qui seraient marquées comme dépenses liées à la réduction du retard de croissance. Les activités déjà marquées seront suivies et évaluées.
- Le Bappenas et le Ministère des finances ont également réalisé des examens semestriels de performance afin d'identifier les résultats de l'année en cours et d'effectuer un examen annuel de l'année précédente. Cette coopération a été facilitée par une réglementation gouvernementale exigeant que les deux ministères synchronisent leurs processus budgétaires, et par une autre réglementation imposant la mise en œuvre d'une approche budgétaire fondée sur la performance pour les programmes multisectoriels tels que la nutrition.
- Une meilleure identification des bons et des mauvais résultats et l'intégration de cette activité dans les plans des ministères concernés ont permis d'améliorer la redevabilité du programme de réduction du retard de croissance.



Que feriez-vous différemment ?

- Les ministères et les organisations devraient pouvoir s'appuyer sur une réglementation plus stricte et un mécanisme simplifié pour soumettre des rapports d'auto-évaluation. Une réglementation plus rigoureuse pourrait renforcer l'engagement des ministères et des organisations dans les activités de marquage et de suivi des budgets.
- Des efforts supplémentaires auraient pu être déployés pour améliorer la mise en œuvre du marquage budgétaire au niveau infranational et mieux relier les dépenses publiques en matière de nutrition à des résultats spécifiques.
- Le fait que le gouvernement central et les autorités infranationales utilisent des systèmes de classification

budgétaire et des plans comptables différents reste un problème fondamental.

- La résolution de ce problème permettra d'améliorer le processus de marquage et de suivi des budgets du gouvernement central jusqu'au niveau local. Un système unifié de gestion de l'information financière pourrait compléter ce dispositif.





Quel a été le rôle du Mouvement SUN dans cette intervention ?

Le Ministère du développement national, dirigé par le point focal SUN, et le Ministère des finances ont travaillé en étroite collaboration avec d'autres représentants du gouvernement pour mettre en place le système de marquage et de suivi du budget. En outre, des experts du réseau d'universitaires SUN et d'organisations professionnelles ont assisté le

gouvernement au cours du processus de validation du marquage budgétaire. Par la suite, la Banque mondiale, dans le cadre du réseau de donateurs SUN, a encouragé le gouvernement indonésien à fournir des indications sur la mise en place de ce système de marquage et de suivi du budget en tant que bonne pratique de financement de la nutrition.



Adaptation et applicabilité

- Il convient d'œuvrer à l'intégration des systèmes de données financières et non financières afin d'améliorer le suivi et l'évaluation.
- Le marquage et le suivi des budgets restent une tâche laborieuse qui doit être répétée chaque année. Il convient de saisir les occasions de systématiser ce travail en créant des programmes interorganisations pouvant être financés conjointement.
- Il est nécessaire d'accroître la précision et la pertinence des lignes budgétaires relatives à certains objectifs de résultat grâce à la mise en place d'activités liées aux données visant à estimer avec une plus grande précision la contribution des postes budgétaires à la nutrition.



© Itri Saputro / CIFOR



Prochaines étapes

- Consolider les systèmes de gestion de l'information financière aux niveaux central et infranational.
- Normaliser la nomenclature entre les systèmes.
- Utiliser les examens de performance pour appuyer la planification, la budgétisation et l'allocation des ressources pour l'exercice budgétaire suivant.
- Optimiser un système intégré et un tableau de bord pour automatiser l'utilisation des données provenant de divers systèmes d'établissement de rapports dans les ministères et les organisations.



Informations supplémentaires

Hari Purnomo, Lubina Qureshy, Ali Winto Subandoro, Kyoko Okamura, et Patrick Sullivan, *Strengthening Public Financial Management Systems for Better Nutrition Results: Budget Tagging, Tracking, and Evaluation in Indonesia* (Groupe de la Banque mondiale et Mécanisme mondial de financement)



Pankas Bahjuri Ali and Sidayu Ariteja (Direction de la santé et de la nutrition communautaire, Ministère de la planification du développement national)



S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR

Scaling Up Nutrition Movement
c/o SUN Movement Secretariat
Villa Le Bocage, Palais des Nations
CH-1211 Geneva, Switzerland
+41 (0) 22 917 7283
info@scalingupnutrition.org
www.scalingupnutrition.org